

F. 98 — 25

[S - C - 97/29417]

**22 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'organisation de programmes de développement sportif**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air, ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives, notamment l'article 10, modifié par la loi du 4 juin 1971;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air, donné le 27 mars 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 juin 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 juillet 1997;

Vu l'avis du Conseil d'État donné le 14 août 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "Ministre" : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a le sport dans ses attributions;

2° "Administration" : l'Administration du sport qui relève du Gouvernement de la Communauté française;

3° "Cercle" : le cercle sportif affilié à une fédération sportive reconnue conformément au décret du 3 juillet 1991 fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des fédérations sportives et des organes de coordination, ou le cercle sportif pour handicapés reconnu conformément au décret du 5 juillet 1976 relatif aux subventions destinées à favoriser la pratique des sports et de la vie en plein air par les handicapés;

4° "Fédération" : la fédération ou association sportive reconnue conformément au décret du 3 juillet 1991 fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des fédérations sportives et des organes de coordination, ou la fédération sportive pour handicapés reconnue conformément au décret du 5 juillet 1976 relatif aux subventions destinées à favoriser la pratique des sports et de la vie en plein air par les handicapés.

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires et à raison d'un projet par trimestre et par bénéficiaire, le Ministre peut accorder des subventions pour encourager la réalisation de programmes de développement sportif réservés aux jeunes de moins de dix-huit ans et poursuivant un des objectifs ci-après :

1° la création de cercles sportifs pour autant qu'ils n'entrent pas en concurrence directe avec une structure locale existante gérant une discipline sportive identique;

2° le recrutement de jeunes dans le mouvement sportif;

3° la détection de jeunes talents;

4° la lutte contre le décrochage sportif, notamment par la création de cercles répondant spécifiquement à cet objectif.

Art. 3. Peuvent bénéficier de la subvention :

1° les cercles, en vue des objectifs déterminés à l'article 2, 2° et 4°;

2° les fédérations, en vue des objectifs déterminés à l'article 2, 1° et 3°;

3° les administrations communales, en vue des objectifs déterminés à l'article 2, 1° et 4°;

4° les associations de gestion des installations sportives dépendantes de pouvoirs publics, en vue des objectifs déterminés à l'article 2, 1° et 4°.

Art. 4. Les programmes de développement sportif, dont la durée peut varier de seize heures à vingt quatre heures, doivent se dérouler durant une période d'un à deux mois, à raison d'une séance minimum par semaine d'une durée horaire appropriée à la discipline sportive pratiquée.

Art. 5. Tout programme visé par le présent arrêté fait l'objet d'une campagne d'information signalant le type d'activité, le lieu, l'horaire, son coût éventuel et fait état du soutien de la Communauté française.

Art. 6. L'octroi de la subvention est subordonné à l'organisation d'un encadrement pédagogique. Les membres du personnel d'encadrement possèdent une des qualifications suivantes :

1° Première catégorie :

a) diplômes de licencié en éducation physique et d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur en éducation physique;

b) diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en éducation physique;

c) brevet d'entraîneur, de moniteur, d'aide-moniteur ou d'initiateur délivré par l'Administration dans les disciplines sportives concernées par le programme.

2° Deuxième catégorie :

a) certificat d'enseignement secondaire supérieur ou technique secondaire dans le domaine de l'éducation physique;

b) diplôme des cours normaux provinciaux d'éducation physique;

c) certificat de capacité aux fonctions de maître spécial d'éducation physique dans les écoles primaires;

d) expérience utile attestée d'au moins cinq années dans la pratique ou l'encadrement de la (des) discipline(s) concernée(s) et être âgé de dix-huit ans au moins.

En ce qui concerne les personnes à l'alinéa 1^{er}, 1°, a) et b) et 2°, a), b) et c), leur qualification ne vaut que pour les disciplines sportives ayant figuré à leur programme de formation.

Art. 7. La subvention est destinée à couvrir forfaitairement les frais d'organisation, de formation, de matériel, d'encadrement et de déplacement induits par le programme.

Elle est constituée, par personne qualifiée chargée de l'encadrement :

- 1° pour les dix premières heures d'activités, d'une somme forfaitaire de F 7 500.
- 2° pour les six à quatorze heures d'activités supplémentaires, d'une somme variable calculée comme suit :
 - a) F 500 par heure lorsque la personne chargée de l'encadrement ressortit à la première catégorie;
 - b) F 300 par heure lorsque la personne chargée de l'encadrement ressortit à la deuxième catégorie.

Art. 8. Le nombre de personnes qualifiées pouvant être pris en considération pour l'application de l'article 7 est de une ou de deux, compte tenu du nombre de participants effectifs, de la nature des disciplines sportives en cause et des réalités socio-géographiques du développement de celles-ci.

Art. 9. Dans le cadre d'un programme de développement sportif dont l'objectif est de créer un nouveau cercle ou de susciter de nouvelles affiliations, une subvention complémentaire peut être octroyée comme intervention dans le coût d'une première affiliation. Cette subvention est limitée à F 500 par affiliation, l'intervention étant plafonnée à F 5 000.

Art. 10. La demande de subvention est introduite auprès de l'Administration au moins deux mois avant la date du début du programme de développement sportif au moyen d'un formulaire délivré par celle-ci.

Sont joints à cette demande :

- 1° une présentation du projet sportif détaillant l'objectif tel que défini à l'article 2;
- 2° un programme détaillé et l'horaire précis des activités;
- 3° la liste des personnes constituant l'encadrement pédagogique du programme ainsi que les attestations relatives à leurs qualifications;
- 4° l'indication du lieu où se dérouleront les activités;
- 5° le plan de promotion.

Art. 11. La subvention et l'éventuelle subvention complémentaire sont liquidées, après réception dans un délai maximum de trois mois à dater de la fin du programme, d'un rapport d'évaluation qualitatif et quantitatif de son déroulement, et sur présentation d'une copie des cartes d'affiliation éventuellement enregistrées par le cercle à l'issue du programme.

Art. 12. Tous les éléments de nature à permettre la vérification des qualifications et titres du personnel d'encadrement visé à l'article 6, ainsi que les pièces justificatives des dépenses et des recettes, doivent être tenus à la disposition des fonctionnaires chargés de l'inspection des activités sportives du programme considéré.

Art. 13. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 décembre 1991 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'organisation de programmes de développement sportif est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1997.

Art. 15. Le Ministre qui a le sport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 septembre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

VERTALING

N. 98 — 25

[S - C - 97/29417]

22 SEPTEMBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor het organiseren van programma's voor de sportontwikkeling

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens alsook het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen organiseren, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij de wet van 4 juni 1971;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens, gegeven op 27 maart 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juni 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 juli 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 augustus 1997, bij toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

- 1° "Minister" : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap, tot wiens bevoegdheid de sport behoort;
- 2° "Administratie" : het bestuur voor de Sport, dat afhangt van de Regering van de Franse Gemeenschap;

3° "Club" : de sportclub aangesloten bij een sportfederatie erkend overeenkomstig het decreet van 3 juli 1991 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de sportfederaties en de coördinatieorganen of de sportclubs voor gehandicapten erkend overeenkomstig het decreet van 5 juli 1976 betreffende de toelagen ter bevordering van fysieke activiteiten, de sport en het openluchtlevens door gehandicapten;

4° "Federatie" : de sportfederatie of -vereniging erkend overeenkomstig het decreet van 3 juli 1991 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de sportfederaties en de coördinatieorganen of de sportfederatie voor gehandicapten erkend overeenkomstig het decreet van 5 juli 1976 betreffende de toelagen ter bevordering van fysieke activiteiten, de sport en het openluchtlevens door gehandicapten.

Art. 2. Binnen de perken van de kredieten daartoe voorzien op de begroting en op basis van één ontwerp om de drie maanden en per gerechtigde, kan de Minister toelagen toekennen om het uitvoeren van programma's voor de sportontwikkeling te bevorderen voor jongeren beneden de achttien jaar en die een van de hieronder vermelde bedoelingen nastreven :

1° het oprichten van sportclubs voor zover ze niet rechtstreeks een bestaande lokale structuur beconcurreren die een identieke sport beheert;

2° het aanwerven van jongeren in de sportbeweging;

3° het opsporen van jonge talenten;

4° het bestrijden van het onderbreken van sportbeoefening, inzonderheid bij het oprichten van clubs die specifiek aan die bedoeling voldoen.

Art. 3. Komen in aanmerking voor de toekenning van de toelage :

1° de clubs, met het oog op de in artikel 2, 2° en 4° bepaalde bedoelingen;

2° de federaties, met het oog op de in artikel 2, 1° en 3° bepaalde bedoelingen;

3° de gemeentebesturen, met het oog op de in artikel 2, 1° en 4° bepaalde bedoelingen;

4° de verenigingen voor het beheer van aan openbare besturen ondergeschikte sportinstallaties, met het oog op de in artikel 2, 1° en 4° bepaalde bedoelingen.

Art. 4. De programma's inzake sportontwikkeling waarvan de duur mag schommelen tussen zestien en vierentwintig uren, moeten plaatsgrijpen tijdens een periode van een tot twee maanden, op basis van ten minste één vergadering per week waarvan de uurspreiding moet kunnen overeenstemmen met de beoefende sport.

Art. 5. Voor elk programma bepaald bij dit besluit is het verplicht een informatiecampagne te voeren waarbij het type van de activiteiten, de plaats, de uurregeling en de eventuele kostprijs worden vermeld. Bovendien wordt de samenwerking met de Franse Gemeenschap vermeld.

Art. 6. De toekenning van de toelage is afhankelijk van de organisatie van een pedagogische omkadering waarvan de leden houder zijn van één van de volgende kwalificaties :

1° Eerste categorie :

a) diploma licentiaat in de lichamelijke opvoeding en geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs lichamelijke opvoeding;

b) diploma geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs lichamelijke opvoeding;

c) bekaamheidsbewijs van trainer, monitor, hulp-monitor of initiator, uitgereikt door de Administratie voor de sportdisciplines voorzien in het programma.

Tweede categorie :

a) getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of technisch secundair onderwijs (specialiteit : lichamelijke opvoeding);

b) diploma van de provinciale normaalschool lichamelijke opvoeding;

c) bekaamheidsgetuigschrift voor de functies van bijzonder leermeester lichamelijke opvoeding in het lager onderwijs;

d) nuttige bewezen ervaring van ten minste vijf jaar in de praktijk of in de omkadering van de betrokken sportdisciplines en ten minste achttien jaar oud zijn.

Wat de personen vermeld in lid 1, 1°, a) en b) en 2°, a), b) en c) betreft, hun kwalificatie is alleen geldig voor de sportdisciplines opgenomen in hun opleidingsprogramma.

Art. 7. De toelage is ertoe bestemd de door het programma geïnduceerde kosten voor organisatie, vorming, materieel, omkadering en verplaatsing forfaitair te dekken.

Ze bestaat per geschoolde persoon belast met de omkadering :

1° voor de tien eerste activiteitsuren uit een forfaitaire som van F 7 500;

2° voor zes à veertien bijkomende activiteitsuren uit een veranderlijke som berekend zoals volgt :

a) F 500 per uur als de persoon belast met de omkadering tot de eerste categorie behoort;

b) F 300 per uur als de persoon belast met de omkadering tot de tweede categorie behoort.

Art. 8. Het aantal geschoolde personen die in aanmerking mogen komen voor de toepassing van artikel 7 is een of twee, rekening houdend met het aantal werkelijke deelnemers, met de aard van de betrokken sportdisciplines en met de sociaal-geografische realiteiten van de ontwikkeling ervan.

Art. 9. Binnen het raam van een programma voor de sportontwikkeling waarvan de bedoeling is een nieuwe club op te richten of nieuwe aansluitingen teweeg te brengen, kan een bijkomende toelage verleend worden als tegemoetkoming in de kosten van een eerste aansluiting. Die toelage wordt beperkt tot F 500 per aansluiting, de tegemoetkoming wordt beperkt tot F 5 000.

Art. 10. De aanvraag tot het bekomen van een toelage wordt ingediend bij de administratie ten minste binnen de twee maanden die voorafgaan op de datum van het begin van het programma voor de sportontwikkeling, op een door de administratie bezorgd formulier.

Bij die aanvraag worden gevoegd :

- 1° een vertoning van het sportontwerp met uitvoerige beschrijving van de in artikel 2 beschreven bedoeling;
- 2° een gedetailleerd programma en een juiste uurregeling van de activiteiten;
- 3° de lijst van de personen die de pedagogische omkadering van het programma vormen zoals de getuigschriften betreffende hun kwalificaties;
- 4° de vermelding van de plaats waar de activiteiten zullen plaatsgrijpen;
- 5° het bevorderingsplan.

Art. 11. De toelage en de eventuele bijkomende toelage worden vereffend na het verkrijgen van een kwalitatief en kwantitatief verslag over de waardering van de afwerking van het programma binnen een termijn van drie maanden na de datum van het einde ervan en op vertoon van een afschrift van de aansluitingskaarten die eventueel door de club geregistreerd worden op het einde van het programma.

Art. 12. Alle elementen die toelaten na te gaan of de kwalificaties en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van de pedagogische omkadering bepaald in artikel 6 alsook de bewijsstukken van de inkomsten en uitgaven betrouwbaar zijn, moeten ter beschikking gehouden worden van de ambtenaren belast met de inspectie van de sportactiviteiten van bedoeld programma.

Art. 13. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 december 1991 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor het organiseren van programma's voor de sportontwikkeling wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1997.

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheid de Sport behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 22 september 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN



F. 98 — 26

[S - C - 97/29387]

15 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux du Commissariat général aux Relations internationales

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1er juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993, notamment les articles 13 et 96;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1997 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement;

Considérant qu'il convient de prendre les mesures rendant la gestion du Commissariat général aux Relations internationales plus efficace et, pour ce faire, d'améliorer et d'étendre les délégations prévues dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 février 1985;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 18 juillet 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 août 1997;

Sur la proposition du Ministre des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement du 8 septembre 1997,

Arrête :

**CHAPITRE I^{er}. — Délégation en matière de passation
et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services**

Article 1^{er}. Dans les limites des crédits disponibles, sans préjudice des limitations imposées par la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 6 à 10, ainsi que de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, les fonctionnaires généraux sont habilités à approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, à choisir le mode de passation de marché, à engager la procédure et à conclure le marché d'entreprise de travaux, de fournitures et de services pour des marchés inférieurs à :

- 1 000 000 francs pour les marchés passés par adjudication publique ou par appel d'offres général;
- 500 000 francs pour les marchés passés par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint;
- 100 000 francs pour les marchés passés par procédure négociée.